

TT134 02 Edito
3 003
Corrigé

Un an déjà, un an de trop

Il y a un an, le 23 avril 2017, le premier tour de l'élection présidentielle plaçait en tête Marine Le Pen et Emmanuel Macron.

Le soir même, le bureau national du Parti ouvrier indépendant démocratique prenait position d'un point de vue de classe : « *Les travailleurs ne sauraient accorder leur confiance à Marine Le Pen dont le programme est avant tout fondé sur l'opposition entre "Français" et "immigrés" dans le but de détourner la colère légitime des travailleurs, non pas contre les capitalistes et les banquiers responsables du chômage et de la misère, non pas contre les gouvernements et les institutions qui les organisent, mais contre leurs frères de classe.* »

Fallait-il pour autant se tourner vers Macron, comme le faisaient alors les représentants des grands candidats de « gauche » battus, pour lesquels Macron constituait un « rempart » de la démocratie ? Le bureau national du POID s'y refusait : « *Faut-il le rappeler : Macron fut l'un des artisans de la loi El Khomri et il s'est engagé une fois élu à aggraver cette loi, à aller jusqu'au bout de la remise en cause des syndicats et à imposer aux chômeurs n'importe quel emploi, quitte à perdre 25 % de leur salaire initial. Macron, c'est Hollande en pire. C'est Sarkozy en pire, c'est El Khomri en pire. Qui peut croire qu'un candidat dont le programme est la destruction des droits ouvriers, la surexploitation et l'aggravation de la misère puisse être un rempart de la démocratie ?* »

Près d'un an s'est écoulé. Lecteurs, nous vous faisons juges. Le POID exagérerait-il en écrivant que Macron – Hollande, Sarkozy et El Khomri en pire –, loin de sauver la démocratie, en serait un fossoyeur ?

À l'heure où les cheminots dressent avec détermination leur grève contre un gouvernement qui transforme la SNCF en société anonyme en prétendant qu'il ne privatise pas ; à l'heure où les laïques et les démocrates entendent avec colère Macron proposer aux évêques de « *réparer (...) le lien entre l'Église et l'État qui s'est abîmé* » ; à l'heure où les étudiants subissent une répression policière qui s'étend de fac en fac ; à l'heure où dans tous les domaines, l'austérité dictée par Bruxelles frappe les services publics et menace les droits ouvriers les plus élémentaires ; à l'heure où le gouvernement, plein de mépris et d'arrogance vis-à-vis des syndicats, exige d'eux qu'ils se plient à une concertation qui n'est rien d'autre que la vieille recette de l'association capital-travail (lire page 8) ; à l'heure où Macron prépare, main dans la main avec Trump, une nouvelle intervention militaire en Syrie ; peut-on dire moins que « *Dehors Macron !* » ?

Pour qui se situe d'un point de vue de classe, celui des travailleurs et des jeunes, aucune hésitation n'est possible : avant qu'il ne reste plus rien de tout ce que les luttes ouvrières et démocratiques ont édifié depuis plus de deux siècles, dehors Macron, maintenant, tout de suite ! Dehors, sans attendre 2022.

C'est le cri qui résonnera dans les rues de Paris, le 13 mai prochain.